

N'oublions pas Malik Oussekine !

A lors qu'une grande partie des forces et des personnalités politiques lui a rendu hommage, pour nous, Charles Pasqua restera notamment le ministre de l'intérieur qui a donné l'ordre de réprimer la manifestation des étudiants contre le projet de loi Devaquet. Une manifestation à l'issue de laquelle Malik Oussekine, un jeune étudiant de 22 ans, a été tabassé à mort par deux policiers ! Après presque 30 ans, les questions de la réforme de l'université d'une part, celle de la violence policière d'autre part, restent d'actualité.

L'université n'est pas une entreprise !

Les réformes néolibérales de l'université et de l'enseignement supérieur prennent leurs racines dans les années 1980. En 1986, le projet de loi Devaquet visait déjà à donner davantage d'autonomie aux universités et à les mettre en concurrence. Il voulait instaurer la liberté pour chaque université de fixer le montant des frais d'inscription et de sélectionner ses étudiants à l'entrée afin d'adapter le flux des diplômés au marché du travail. Du fait des résistances de grande ampleur des étudiants et suite à l'immense mobilisation populaire qui a suivi l'assassinat de Malik Oussekine (600 000 personnes dans une manifestation

contre les violences policières), Devaquet avait été contraint à la démission. Chirac avait dû retirer le projet de loi contesté et dissoudre les « pelotons de voltigeurs motorisés » (duos de policiers en motos armés de matraques et chargés de « nettoyer » les « casseurs ») qui agissaient sous les ordres de Charles Pasqua et Robert Pandraud, son ministre délégué à la Sécurité.

Mais les réformes n'ont pas été abandonnées. Elles ont pris corps quelques années plus tard, notamment avec la loi LRU, sous la gouvernance de Sarkozy en 2007 (« loi relative aux libertés et responsabilités des universités » dite également « loi Péresse ») et avec la loi Fioraso de 2013 qui en poursuivait la logique.

Une des conséquences de ces réformes est le développement de la précarité dans l'enseignement supérieur et la recherche : plus de 50 000 précaires (chiffre communiqué par le mouvement *Sauvons l'université*) répartis entre personnels administratifs, ingénieurs de recherche, techniciens, enseignants, chercheurs, doctorants et post-doctorants, sans oublier bien sûr les vacataires ! Alors que l'autonomie financière des universités, hors dotations de l'État, devenait la norme, ces dernières ont été obligées de chercher des financements dans le secteur privé auprès d'entre-

prises ou d'organismes de transfert de technologie. Ces financeurs imposent des projets à durée limitée pour lesquels des jeunes et moins jeunes précaires sont embauchés en CDD. Cette logique d'entreprise s'est imposée au détriment des étudiants et des jeunes employés qui font face à une structure qui ne répond plus à leurs besoins.

L'UJR dénonce les lois qui visent à mettre l'université au service de l'industrie au détriment de la jeunesse victime de la précarité et de la misère. L'université doit être un milieu pour se former, se construire et se préparer un futur digne, pas un milieu pour exploiter les jeunes et piétiner leurs espoirs.

Non à la violence policière et aux dérives sécuritaires !

Lorsque les résistances populaires montent et s'organisent, l'État bourgeois n'hésite pas à user de la violence. Cette violence s'exerce contre les peuples dans le cadre d'interventions impérialistes comme celles que mène aujourd'hui la France notamment en Afrique et au Moyen-Orient. Elle se manifeste aussi à « l'intérieur » par la répression contre les résistances populaires et, en particulier, les résistances ouvrières et les résistances de la jeunesse. Il y a 30 ans, c'était Malik Oussekine, un

pacifique étudiant franco-algérien de 22 ans qui était assassiné par des « voltigeurs » à l'issue d'une manifestation contre une logique de privatisation de l'Université qui s'amorçait. L'année dernière, à Sivens, c'était un jeune botaniste, tout aussi pacifique, qui était tué par des grenades offensives parce que « comme beaucoup d'autres jeunes mobilisés avec lui, il dénonçait le coût financier et environnemental élevé de ce projet au service d'un modèle d'agriculture intensive qui ne répond pas aux besoins des paysans et de la population et qui ne sert que les intérêts des monopoles de l'agro-alimentaire et de la grande distribution » (cf. notre site ujr-fr.org). Entre les deux, des années de contre-réformes néolibérales, plusieurs « générations sacrifiées », une précarité généralisée et des dizaines de victimes de violences sociales et/ou policières, comme Zyed et Bouna et tant d'autres. Autant de raisons qui font dire à l'UJR qu'il faut rompre avec ce système, renforcer les fronts de résistances contre la politique d'austérité, de réaction que conduit notre gouvernement, combattre l'impérialisme français et ses guerres, soutenir les peuples qui luttent. Autant de raisons pour rejoindre l'Union des jeunes révolutionnaires et mener ces combats avec elle ! ★

14 juillet

L'UJR dénonce l'impérialisme français et ses interventions militaires en Afrique !

Le 14 juillet est la fête nationale en France. C'est l'anniversaire de la prise de la Bastille, prison royale symbole du despotisme de l'ancien régime ; le jour choisi pour commémorer l'anniversaire



**COMBATTONS L'IMPERIALISME !
TROUPES FRANCAISES HORS D'AFRIQUE !
LIBERTE POUR LES PEUPLES EXPLOITES !**

UJR-ORG UNION DES JEUNES REVOLUTIONNAIRES UJR

de la révolution bourgeoise qui a renversé l'ordre social féodal et levé tous les freins au développement du capitalisme.

Depuis, la libre concurrence a fait place aux monopoles, le pouvoir économique et politique s'est concentré entre les mains d'une oligarchie toute puissante et notre pays est devenu une grande puissance impérialiste. Dans la deuxième partie du 20^e siècle, son empire colonial s'est disloqué car les peuples dominés ont lutté pour arracher leur indépendance, mais le système de pillage des richesses, d'asservissement économique, culturel, politique et militaire s'est poursuivi sous d'autres formes. Dans un contexte de crise, d'aiguinement des contradictions, de concurrence exacerbée, son armée est aujourd'hui sur tous

les fronts : en missions extérieures pour défendre des marchés, des sources de matières premières et des zones d'influence... sur le front intérieur au nom de la guerre contre le terrorisme ! Et tous les jours de nouvelles campagnes de recrutement sont lancées en direction de la jeunesse.

Depuis sa constitution en février 2012, l'UJR milite contre le système capitaliste impérialiste et notamment contre le système de la Françafrique. Ce 14 juillet est une occasion pour nous de dire encore et encore : Non aux interventions militaires en Afrique ! Non à la politique d'austérité, de misère et de guerre que conduit le gouvernement Hollande, Valls, Macron, Le Drian... ! Solidarité avec les peuples et notamment avec le peuple et la

jeunesse burkinabé qui n'ont aucune envie de se laisser voler leur avenir par des militaires et des politiciens qui ne veulent pas rompre avec le système néocolonial et l'impérialisme français ! ★



**LA GUERRE N'OFFRE AUCUN AVENIR
AUX JEUNES PRECAIRES !
COMBATTONS PLUTOT LA MISERE !**

UJR-ORG UNION DES JEUNES REVOLUTIONNAIRES UJR